

M. l'Orateur: Je comprends le point de vue du député de Peace River. La Chambre n'est pas saisie de la motion. Le président du Conseil privé avait demandé le consentement unanime de la Chambre pour présenter sa motion. Apparemment il n'y a pas eu consentement unanime, et je suppose que la motion ne sera pas présentée.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE VOYAGE DU MINISTRE AU MOYEN-ORIENT

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je désire présenter un bref rapport sur le voyage que j'ai fait au Moyen-Orient la semaine dernière.

Le Canada s'intéresse de près à la question du Moyen-Orient depuis que nous participons aux activités de la Commission spéciale des Nations Unies sur la Palestine, qui a dressé le plan de 1947 pour le partage de la Palestine. En 1948, nous avons voté en faveur de la résolution des Nations Unies créant l'État d'Israël. La reconnaissance du droit d'Israël à exister demeure une caractéristique essentielle de notre politique au Moyen-Orient. Parallèlement, nous essayons d'aborder les problèmes de cette région de façon objective. Notre but essentiel est que tous les États de cette région puissent vivre en paix et en sécurité, sans menaces de guerre ou d'usurpation territoriale.

Pendant vingt ans, le Canada a fourni du personnel militaire pour les opérations de maintien de la paix des Nations Unies dans cette région. Le Canada figure également au troisième rang parmi les nations contribuant à l'agence des Nations Unies pour l'aide aux réfugiés arabes.

C'est, dans une large mesure, par la voix des Nations Unies, à New York, que nous avons fait connaître notre politique relative au Moyen-Orient. C'est là que nous avons participé aux démarches qui ont donné naissance à l'État d'Israël; c'est là que connut le jour la force d'urgence des Nations Unies. Plus récemment, c'est là que nous avons contribué, à titre de membre du Conseil de sécurité, à rédiger la résolution 242 de novembre 1967, qui, croyons-nous, offre, dans les circonstances, les meilleures chances de faire avancer la paix dans cette région du globe.

Si je me suis rendu sur place, c'est que le Canada s'intéresse depuis longtemps aux affaires du Moyen-Orient, et que nous avons reçu des invitations des ministres des Affaires étrangères d'Iran, d'Israël et de la République arabe unie; en outre ma visite faisait suite à celle que nous avaient rendu le chah d'Iran, le président, le défunt premier ministre et le

ministre des Affaires étrangères d'Israël, ainsi que le ministre des Affaires étrangères de la République arabe unie. Je voulais surtout apprendre de première main quelle attitude et quelle politique avaient adoptées le gouvernement que met en cause le conflit israélo-arabe.

Je suis rentré de ma visite à la fois attristé et découragé. Le premier ministre Meir et le président Nasser m'ont tous deux confié qu'ils recherchent une solution pacifique au conflit israélo-arabe. Il demeure très difficile de voir comment des négociations utiles peuvent débiter lorsque les préoccupations des parties s'opposent directement. Israël s'inquiète de la sécurité de ses frontières et insiste sur des négociations directes avec ses voisins. La République Arabe Unie insiste sur le retrait d'Israël à ses frontières d'avant 1967 et s'inquiète du sort des réfugiés arabes. Je n'entrevois aucun dénouement immédiat à cette impasse.

Lors de mon voyage au Moyen-Orient, je n'avais aucune solution à offrir, aucune proposition à soumettre. J'y suis allé pour me renseigner sur la situation telle que la voient l'Iran, pays qui ne prend pas parti, et les deux principaux pays intéressés. Dans chacun des pays où nous nous sommes rendus nous avons été reçus avec une grande courtoisie par le chef d'État, le premier ministre et le ministre des Affaires étrangères. Dans tous ces pays, les chefs d'État et leurs ministres ont consacré de nombreuses heures à des entretiens sérieux. On a accordé la plus grande attention aux opinions que j'ai exprimées dans mon exposé de la politique canadienne et j'ai reçu des réponses complètes et nettes aux questions que j'ai posées. Partout où je suis passé, j'ai constaté un désir manifeste de voir le Canada comprendre les diverses positions adoptées. Cela nous rappelle le rôle spécial qu'on attribue au Canada en tant que pays qui recherche la paix et s'efforce de l'assurer, et cette attitude est peut-être une preuve du besoin qu'ont les pays en conflit d'être compris.

J'ai d'abord visité l'Iran où j'ai vu un peuple préoccupé de l'expansion de son économie et de l'amélioration de ses conditions de vie. A cause de sa situation géographique, l'Iran est intimement lié aux problèmes du Moyen-Orient. J'ai trouvé à quelque 6,000 milles du Canada, au cœur du Moyen-Orient, un peuple suivant une politique qui lui est propre et qui se rapproche beaucoup de la nôtre. Pendant le reste de mon voyage, j'ai trouvé mes entretiens à Téhéran très utiles, tant à cause des renseignements qu'on m'a donnés que des attitudes politiques qu'on m'a expliquées.